

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1993/73  
7 janvier 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME  
DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE

Lettre datée du 21 décembre 1992, adressée au Secrétaire adjoint aux droits de l'homme par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

Après l'expulsion criminelle de 418 Palestiniens, le 17 décembre 1992, les forces militaires israéliennes ont mitraillé, le samedi 19 décembre 1992, les civils palestiniens à Khan Younis et à Al-Arroub. Sept Palestiniens ont été tués, et plus de 40 autres blessés.

Ces crimes ont été perpétrés alors que tous les territoires palestiniens occupés étaient placés sous couvre-feu et considérés par les autorités d'occupation israéliennes comme une zone militaire fermée depuis plus de 10 jours.

En commettant ce nouveau massacre contre le peuple palestinien, les autorités israéliennes ont violé l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 3 de la Quatrième Convention de Genève de 1949.

Ce nouveau massacre a été perpétré cependant que le Conseil de sécurité adoptait une résolution condamnant l'expulsion des Palestiniens par les autorités israéliennes et demandant instamment à Israël d'autoriser immédiatement les Palestiniens expulsés à retourner chez eux.

GE.93-10068/1017R (F)

Une fois de plus, ces pratiques mettent à nu le visage du Gouvernement israélien d'Yitzhak Rabin, et montrent quelle est la position réelle de ce gouvernement qui s'oppose à une paix véritable et au processus de paix appuyé par l'opinion publique internationale.

Nous appelons l'attention de l'opinion publique internationale et de la communauté internationale sur le fait que la politique d'Yitzhak Rabin qui repose sur l'expulsion des Palestiniens et sur le massacre du peuple palestinien n'aura aucun effet sur l'intifada menée sous l'occupation israélienne.

Devant cette nouvelle dégradation de la situation, nous vous prions de bien vouloir, en collaboration avec le Président de la Commission des droits de l'homme, intervenir pour demander instamment à Israël de mettre fin immédiatement à ces pratiques qui violent les dispositions du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous vous demandons enfin de bien vouloir distribuer la présente lettre en tant que document officiel de la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme.

(Signé) L'Observateur permanent de la Palestine

Nabil Ramlawi

---